



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale de la Loire-Atlantique

Nantes, le 30/12/2024

Réf : N4-2024-1285-donner acte

**Donner acte de réexamen IED**

Monsieur le directeur,

Vos installations, exploitées à La Chapelle-Heulin sont visées par la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principale 3642 et du BREF principal FDM. En application de l'article R.515-71 du code de l'environnement, vous avez transmis à monsieur le préfet, en avril 2021 complété le 10 décembre 2024, un dossier de réexamen accompagné de la justification de dispense de rapport de base.

Après examen par l'inspection des installations classées, je vous informe que le dossier transmis peut être jugé complet et recevable. En effet, il comporte l'ensemble des éléments prévus aux articles R.515-71 et R.515-72 du code de l'environnement.

Considérant votre engagement de mise en conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, au plus tard le 4 décembre 2023 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleurs techniques disponibles applicables ;

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant que l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ou de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/2031 de la

commission européenne, sans préjudice des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant l'exploitation de vos installations ;

Considérant l'absence de demande de dérogation aux prescriptions de l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R.515-70 du code de l'environnement (le tableau de classement du site intégrant la situation administrative au titre de la nomenclature IOTA sera actualisé dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance « Désalcoolisation » transmis le 10 décembre 2024) et que l'exploitant a la possibilité de solliciter une révision de ses modalités de consommation d'eau en application de l'article R181-45 du code de l'environnement (pour permettre de basculer sur l'alimentation du réseau d'adduction d'eau potable en cas de difficulté d'utilisation du forage) ;

Conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement ;

**Le réexamen au titre de l'article R.515-70 du code de l'environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral.**

Les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôle conformément aux articles L.514-4 et suivants du code de l'environnement. Je vous encourage à ce titre à continuer à travailler sur la mise en œuvre des MTD identifiées comme partiellement atteintes ou avec des pratiques à améliorer (notamment en matière de management environnemental, de réduction de votre ratio en matière de consommation d'eau (litre d'eau par litre de vin produit) et ou de réutilisation d'eaux industrielles).

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

**Copie :** Préfecture

**Société CASTEL FRERES**  
Domaine de l'Hyvernière  
44330 La Chapelle-Heulin